

Albanie: un rapprochement avec l'État d'Israël

Description

Le 22 décembre 2015, le Premier ministre albanais s'est rendu en visite officielle en Israël, à l'occasion du vingt-cinquième anniversaire des relations diplomatiques entre les deux États. Au-delà des convivialités diplomatiques coutumières, cette rencontre semble marquer un nouveau départ.

Le chef du gouvernement albanais, Edi Rama, était accompagné du ministre des Affaires étrangères, Ditmir Bushati, et de celui de l'Énergie et de l'Industrie, Damian Gjikhuri. La délégation a été accueillie par le Premier ministre israélien, Benyamin Netanyahou, et les parties ont exprimé une volonté appuyée de nourrir leur dialogue par la mise en avant de leurs intérêts réciproques.



Une histoire commune méconnue

Peu connue du grand public à l'étranger, une histoire commune lie les peuples albanais et juif. En effet, durant la Seconde Guerre mondiale, les Albanais ont accueilli et protégé des Juifs, refusant de les dénoncer, parfois même au péril de leur vie, lorsque l'Albanie fut placée sous protectorat de l'Italie fasciste, entre 1939 et 1943, puis occupée par l'Allemagne nazie. C'est alors que près de 1.200 Juifs des Balkans y trouvèrent refuge^[1]. Les Albanais aiment à évoquer cette période durant laquelle ils ont largement fait le choix de protéger et d'abriter ces populations juives, au nom d'une vieille coutume albanaise, la *Besa*, code d'honneur qui découle du *Kanun*, ce code de droit coutumier médiéval auquel se réfèrent encore certains clans d'Albanie du nord : l'hospitalité y est un devoir^[2].

Le Premier ministre israélien n'a pas omis de rappeler cet épisode lorsqu'il a déclaré que l'amitié entre les deux peuples datait de bien longtemps : « *Nous savons que le peuple albanais n'est pas seulement un bon ami du peuple israélien mais que, dans les périodes cruciales de l'histoire telles que l'Holocauste, il est resté coude à coude avec le peuple israélien persécuté en Europe.* »

Durant l'occupation d'ottomane (de la fin du 15^{ème} siècle jusqu'à 1912), les Juifs des Balkans, venus principalement d'Espagne et d'Italie, étaient essentiellement concentrés dans certaines villes portuaires comme celle de Vlora^[3]. En 1930, on ne recensait que 204 Juifs en Albanie. En 1937, durant la période du royaume autoproclamé d'Ahmet Zog, ils étaient 300 : en effet, le gouvernement albanais avait alors délivré des visas à certains ressortissants juifs d'Allemagne et d'Autriche. Il comptait ainsi les faire participer au développement d'un pays fortement marqué par la ruralité.

Une déclaration d'amitié

Les deux chefs de gouvernement ont profité de cette rencontre pour signer une Déclaration d'amitié dans laquelle ils expriment leur engagement à approfondir la coopération dans tous les domaines d'intérêts réciproques. Il s'agit, notamment, de la sécurité -dont énergétique-, de la lutte contre le terrorisme, de la cybersécurité, de l'agriculture, de la culture, du tourisme, de l'éducation, mais aussi des échanges économiques et commerciaux. À ce propos, E. Rama et B. Netanyahou ont évoqué leur souhait d'ouvrir dans un avenir proche des négociations en vue de supprimer les tarifs douaniers entre leurs deux pays.

Les Premiers ministres ont également signé un accord concernant la santé, essentiellement centré sur le partage d'informations et de documentation ainsi que sur la facilitation des procédures de visas pour les spécialistes, ceci dans le but d'améliorer les qualifications et les consultations. En outre, un mémorandum de coopération a été adopté avec le ministère israélien de l'Éducation et des Sports et un autre avec les responsables du Mémorial de Yad Vashem, en vue de coordonner les commémorations de la Shoah.

Une rencontre bénéfique et intéressée

Le rapprochement amorcé par cette rencontre pourrait être bénéfique à plusieurs égards. Tout d'abord, il pourrait être utile à l'image que les deux pays projettent dans le monde. En effet, l'Albanie est un pays majoritairement musulman (56,7 % de la population) qui souhaite intégrer l'Union européenne (UE). Dans un contexte de crainte de la montée du radicalisme en Europe, l'approfondissement des relations avec Israël permet à l'Albanie de rassurer l'Europe et, plus largement, l'Occident. Tirana rappelle les traditions de ce pays qui pratique un islam pacifique, encadré dans un État laïc fonctionnel. Même bénéfique du côté israélien, le pays se réjouissant d'afficher ses contacts avec un État majoritairement musulman.

La lutte contre le terrorisme est également un domaine d'intérêts réciproques. On pourrait, certes, penser que l'Albanie n'est pas une cible prioritaire pour l'État islamique. Pourtant, le pays a fait l'objet de menaces de la part de l'organisation. L'Indonésie ou le Burkina-Faso, pays majoritairement musulmans eux aussi, ont bien été frappés récemment par des attentats meurtriers. L'Albanie mène une politique étrangère pro-atlantiste, et elle est un partenaire et un soutien des États-Unis. Elle a adhéré à l'OTAN en 2009 et s'est engagée dans de nombreuses missions internationales, au côté des États-Unis, en Irak ou encore en Afghanistan, et ce malgré un budget de la défense relativement faible.

Dans le domaine énergétique, l'Albanie peut être également un partenaire non négligeable pour Israël. En effet, le pays dispose de ressources pétrolières mais se trouve toujours en état de dépendance parce qu'il ne dispose pas des moyens et des compétences pour extraire ses hydrocarbures, malgré des réformes entamées dans ce secteur. Plusieurs compagnies sont déjà implantées sur ce marché, notamment la Royal Dutch Shell, Bankers Petroleum, Sherwood, Stream Oil ou encore Transoil[4]. La plateforme Platos-Marinza, au sud du pays, est le site «onshore» le plus important de toute l'Europe continentale. Pour attirer les investisseurs étrangers, le Premier ministre albanais a déclaré en 2015 que les compagnies pétrolières seraient exemptées des 20 % de TVA durant la phase d'exploration[5]. Il s'agirait donc là d'une aubaine pour Israël.

Le développement des échanges entre les deux pays dans le domaine de l'eau pourrait s'avérer, lui aussi, fort utile : le territoire albanais dispose de cette ressource en abondance, ce qui permet d'ailleurs au pays d'assoir une bonne partie de sa consommation d'électricité sur l'hydroélectricité. En revanche, là encore, il ne dispose pas des compétences et de l'expertise nécessaires pour assurer une bonne gestion de cette ressource précieuse. Contrairement à l'Albanie, Israël a besoin d'eau et peut apporter à l'Albanie son expertise pour sa gestion. Edi Rama a d'ailleurs souligné durant sa visite que « *en ce qui concerne l'eau, j'ai expliqué au ministre que nos deux pays constituent le meilleur exemple de ceux qui n'avancent pas avec ce qu'ils ont, mais avec ce qu'ils savent faire. Vous n'avez pas de ressources en eau, mais vous avez très bien su gérer sa gestion. Alors que nous, de notre côté, nous en avons en abondance, mais nous ne savons pas en faire usage à notre avantage* ».

Des arrières-pensées ?

Mais on peut aussi interpréter le rapprochement initié lors de cette rencontre comme une éventuelle campagne de lobbying sur la question du Kosovo. En effet, Israël n'a toujours pas reconnu cet État qui a déclaré son indépendance en 2008, ce qui n'a pas empêché l'Albanie, à maintes reprises, de soutenir Israël sur la scène diplomatique. B.Netanyahou n'a d'ailleurs pas manqué de remercier l'Albanie pour son soutien à l'occasion d'une conférence de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) qui s'est déroulée à Vienne, en septembre 2015. L'Albanie a en effet alors fait partie des 61 États qui ont soutenu Israël alors que l'Égypte, appuyée par d'autres États de la région, demandait une inspection des sites nucléaires israéliens, demande finalement rejetée. De plus, le 29 novembre 2012, lors du vote d'une résolution onusienne portant sur l'accession de la Palestine au statut de membre observateur au sein des Nations Unies, l'Albanie s'était également abstenue de voter, un geste apprécié par Israël.

Il est fort possible qu'Edi Rama ait en tête de rappeler bientôt ce soutien diplomatique apporté à intervalles réguliers par son pays à Israël. Un « retour » pourrait donc être attendu par Tirana, sous forme de reconnaissance, par l'État israélien, de l'indépendance du Kosovo.

Notes :

[1] « Albania, Israel Pledge Anti-Terror Cooperation », *Balkan Insight*, 22 décembre 2015.

[2] [Vincent Henry](#), « Le sauvetage des juifs d'Albanie : vérité historique, conflits d'interprétation », *Regard sur l'Est*, 1er juillet 2011.

[3] Antoine Germa, Benjamin Lellouch, Evelyne Patlagean, *Les Juifs dans l'histoire : de la naissance du judaïsme au monde contemporain*, Champ Vallon, Seyssel, 2011, p.260.

[4] « Albanie : appel aux investissements étrangers dans pétrole et gaz d'un pays voisin de la Grèce », *leblogfinance.com*, 18 mars 2015.

[5] « L'Albanie sort son poker petrogazier », *Tribune de Genève*, 12 avril 2015.

Vignette : Le Premier ministre albanais Edi Rama et son homologue israélien Benyamin Netanyahu, lors de leur rencontre en Israël en décembre 2015. Copyright: gouvernement albanais.

* Jasha MENZEL est diplômé de Relations internationales de l'Inalco et spécialiste, notamment, des questions liées à l'évolution de l'Albanie et à l'intégration européenne des Balkans.



[Retour en haut de page](#)

date créée

16/02/2016

Champs de Méta

Auteur-article : Jasha MENZEL*